

<http://ugtg.org/spip.php?article1371>



Déclaration de la Conférence mondiale ouverte (CMO) contre la guerre et l'exploitation - Alger, 27-28-29 novembre 2010



Date de mise en ligne mardi 7 décembre 2010

- International -

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Déclaration de la Conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation - Alger, 27-28-29 novembre 2010



Nous, militants ouvriers, politiques et syndicaux, délégués de 52 pays réunis en [Conférence mondiale à Alger les 27, 28 et 29 novembre 2010](#) - après avoir entendu les rapports précis présentés par 77 orateurs, sur la situation de leurs pays, sommes arrivés à une conclusion : seule l'union des travailleurs et des peuples du monde, peut empêcher que l'humanité ne soit entraînée dans une catastrophe à l'image de celle qui frappe d'ores et déjà les peuples en Haïti, en Afghanistan et dans tant d'autres pays meurtris.

Une catastrophe qui découle de la survie d'un système économique fondé sur l'exploitation capitaliste et les politiques mises en oeuvre pour tenter de le sauver par des gouvernements de toutes couleurs politiques qui tous acceptent de suivre les directives de l'Administration des Etats-Unis.

Notre conférence s'intitule : contre la guerre et l'exploitation.

Nous nous opposons à la guerre, qui entraîne pour les peuples et travailleurs du monde entier des souffrances intolérables et impose dans tous les pays - dans ceux qui subissent des interventions militaires étrangères comme dans ceux qui les organisent - la destruction de pans entiers de l'industrie, le chômage généralisé, les mesures de déréglementation, la destruction de l'enseignement, de la culture, la désertification des campagnes et les exodes sans fin. Nous nous opposons aux ingérences étrangères, aux menaces d'interventions militaires où que ce soit et à la présence de bases militaires impérialistes qui remettent en cause la souveraineté des nations.

Nous nous opposons à l'exploitation.

Nous rejetons les diktats lancés par les « sommets » - du G20, du G8, du FMI, de l'UE, etc. - qui prétendent combattre les conséquences de « la crise » en en faisant payer le prix toujours plus lourd et dévastateur aux travailleurs et à la jeunesse, à leurs conquêtes, à leurs droits et garanties. Et nous rejetons la prétention des mêmes institutions de faire accompagner, par les organisations syndicales, chacun de leur sommet et les décisions qui y sont prises, à l'encontre de l'indispensable solidarité ouvrière internationale.

Nous rejetons le diktat du paiement d'une dette qui n'est pas celle des peuples, utilisée comme un instrument de pillage, de démantèlement de la souveraineté des nations et de tous les acquis des travailleurs dans le monde entier.

Nous rejetons le diktat lancé aux organisations ouvrières sommées au nom du prétendu « intérêt général » d'accepter les règles d'une « gouvernance mondiale » et d'un prétendu « dialogue social », dont la seule fonction est de subordonner, d'intégrer les organisations des travailleurs aux plans des gouvernements et des institutions internationales, remettant en cause la souveraineté nationale. A l'accepter, elles se subordonneraient à ce diktat et s'interdiraient de jouer leur rôle de défense des intérêts des travailleurs et des peuples. Nous affirmons que l'indépendance des organisations ouvrières est une condition de la démocratie, du progrès social, de la souveraineté et de l'indépendance des peuples.

Nous, délégués des cinquante deux pays réunis à Alger, avons au cours de ces trois jours d'échange et de débats établi le constat que, malgré les souffrances terribles subies dans le monde entier, partout se dresse la résistance des peuples, de la jeunesse et des travailleurs qui cherchent à ressaisir leurs organisations pour lutter, résister, reconquérir.

Il y a vingt ans, le 4 janvier 1991, le Manifeste adopté par l'Entente internationale des travailleurs et des peuples dans sa conférence de fondation de Barcelone affirmait la confiance des participants « dans la capacité des travailleurs du monde entier à se libérer des chaînes de l'exploitation et de l'oppression, leur capacité à édifier un monde où la collaboration harmonieuse entre les nations et les travailleurs se substituera à ce monde de la barbarie qui monte chaque jour davantage ».

Vingt ans plus tard, nous, réunis à Alger, réaffirmons cette confiance renforcée par les événements qui se sont déroulés : en dépit de toutes les souffrances et de toutes les destructions, la volonté de résistance et de combat des travailleurs et des peuples qui n'acceptent pas de disparaître reste l'élément essentiel sur lequel repose l'avenir de l'humanité.

Vingt plus tard, nous réaffirmons : la paix et la fraternité entre les travailleurs et les peuples ne peut être réalisée que par les travailleurs et les peuples eux-mêmes. Elle ne peut être réalisée que sur la base de la satisfaction de leurs besoins les plus fondamentaux qui se heurtent à ceux de la classe des exploités, qui porte en elle la guerre et la faillite.

Notre devoir est plus que jamais d'agir pour organiser et contribuer au combat qui aidera les peuples et les classes ouvrières à sauver, par leur propre mouvement, en préservant l'indépendance de leurs organisations, l'humanité de la guerre et des chaînes de l'exploitation et de l'oppression.

Nous reprenons à notre compte le mot d'ordre lancé le 4 janvier 1991 à Barcelone : « **Gouvernements fauteurs de guerre et de misère, craignez la révolte des peuples. A bas la guerre ! A bas l'exploitation !** »

Sur cette base, nous, délégués représentant cinquante deux pays, jugeons indispensable de resserrer entre nous l'échange et le dialogue entre les délégations de tous les pays afin d'aider à conforter dans chacun de nos pays et à l'échelle internationale le mouvement engagé pour préserver l'indépendance des organisations ouvrières, dont dépend la sauvegarde de la civilisation humaine. Nous mandats pour organiser cet échange et ce dialogue la coordination internationale de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, issue de cette Conférence.

Premiers signataires : Anton Vechkunin (Russie) ; Patrick Hébert, syndicaliste (France) ; Charly Lendo, syndicaliste UGTG (Guadeloupe) ; Julio Turra, CUT (Brésil) ; Nancy Wohlforth, co-présidente de Pride at Work et vice-présidente de la California Federation of Labor (à titre personnel) (USA) ; Salah Salah, Conseil national Palestinien ; Tiyani Lybon Mabasa, président du Socialist Party of Azania (Afrique du Sud/Azanie) ; Jordi Salvador Duch, responsable syndical (à titre personnel) (Espagne) ; Gotthard Krupp (SPD, Ver.di), à titre personnel (Allemagne) ; Rubina Jamil, présidente de la All Pakistan Trade Union Federation (Pakistan) ; Nambiath Vasudevan, coordinateur du Trade

Union Solidarity Committee, Mumbai (Inde) ; Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs au nom du parti (Algérie) ; Daniel Gluckstein, secrétaire national du Parti ouvrier indépendant (France) ; Alan Benjamin, OPEIU local 3, membre du San Francisco Labor Council (à titre personnel) (USA)

Post-Scriptum

Lire : [Conférence mondiale ouverte contre la guerre et l'exploitation](#)